



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupeement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Laurent RIPPE

N° PV CA 82/24/LR

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

Commission d'arrondissement de SENS

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PÉRIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

15 février 2024
HOPITAL R. BONNION

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 464 - 015

Identifiant unique du dossier : 29480

Exploitant :

Madame Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

87 RUE CARNOT 89500 VILLENEUVE-SUR-YONNE

Tél. : 03 86 87 19 67

Dernière visite périodique :

Date : 21 février 2020

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES :

1an

Classement

Activité principale	: Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte
durée en médecine, chirurgie, obstétrique	
Type principal	: U
Catégorie	: 4ème
Effectif public	: 245 dont 109 hébergés
Effectif personnel	: 46
Effectif total	: 291

Textes de référence :

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n° PREF-CAB-SIDPC-2023-131 du 1er mars 2023 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U

Descriptif de l'établissement :

Établissement composé de 7 corps de bâtiments qui communiquent entre eux pouvant recevoir au total 160 lits, 160 visiteurs et 54 employés simultanément pour 108 chambres. Situé dans un centre-ville urbain, l'établissement est attenant à des tiers. Des murs CF2h et une structure indépendante assurent l'isolement entre les tiers.

De construction traditionnelle, l'établissement est composé comme indiqué dans le tableau ci-dessous. La cuisine est une grande cuisine fermée de plus de 20 kW. Des escaliers encloisonnés et des ascenseurs permettent l'accès à tous les niveaux.

Des ouvrants de désenfumage dans les escaliers encloisonnés sont présents. Ils sont commandés manuellement. Les circulations du bâtiment G et C-D sont désenfumées mécaniquement. Les autres circulations sont désenfumées naturellement.

L'installation électrique a été contrôlée. Un éclairage d'évacuation et d'ambiance par des blocs autonomes est présent. Un groupe électrogène assurant le rôle de source de remplacement est présent. Il n'y a pas de source de sécurité hormis les batteries du SSI.

Le chauffage est assuré par des chaudières gaz répartis en deux chaufferies. Une chaufferie totalisant plus de 1200 kW dans le bâtiment E et une chaufferie de plus de 70 kW dans le bâtiment A à proximité de l'atelier. Les chaudières sont alimentées en gaz de ville. Toutes les chaufferies sont accessibles uniquement depuis l'extérieur. A noter la présence, dans le bâtiment A d'une lingerie de 41 kW environ.

Les chaufferies, lingerie, locaux de stockage, local groupe électrogène, la cuisine, le TGBT, réserves et locaux archives présentent des risques particuliers. Ils sont isolés.

Des extincteurs appropriés aux risques, des robinets d'incendie armés, un système de sécurité incendie de catégorie A, un équipements d'alarme du type 1, des détecteurs sensibles aux fumées d'incendie dans tous les locaux à l'exception des sanitaires, des report d'alarme à tous les niveaux et dans tous les services, l'affichage de consignes de sécurité et de plans de l'établissement ainsi que le téléphone urbain sont présents. Trois personnes, soignants et équipe de sécurité, sont présents la nuit.

Effectifs

Niveau	local	Surface	Type d'activité	Mode de calcul	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
Bat A			w			8	8
				Pour l'ensemble du type U 1 pers/lit 1 pers/lit au titre des visiteurs 1 pers/ 3 lits au titre du personnel			
Bat B			U		0	0	0
Bat B			U		0	0	0
Bat B			U		0	0	0
Bat C/D	8 lits		U		16	3	19
Bat C/D	8 lits		U		16	3	19
Bat C/D	5 lits		U		10	2	12
Bat E			U		0	0	0
Bat E	28 lits		U		56	10	66
Bat E	28 lits		U		56	9	65
Bat F			U		19		19
Bat F			U				
Bat F			U				
Bat F			U				
Bat G	Poste de consultation		U		8		8
Bat G	15 lits		U		30	5	35
Bat G	17 lits		U		34	6	40
TOTAL					245	46	291

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité en date du 15/02/2024
- Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) fait par chubb sicli en date du 19/05/2023
- Désenfumage mécanique : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) fait par veritas en date du 04/12/2023
- Désenfumage mécanique : Organisme agréé 3 ans SSI A et B fait par APAVE en date du 31/01/2023
- Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58) fait par dalkia en date du 13/02/2024
- Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57) fait par CEYO en date du 10/05/2023
- Traitement air VMC : Tous les ans par un technicien compétent (CH 58) (CH 57) fait par CEYO en date du 23/06/2023
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) fait par apave en date du 22/01/2024
- Groupe électrogène : TC/15j / 1/mois (EL18) fait par KOHLER en date du 22/01/2024
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) fait par apave en date du 13/06/2023
- Installations extérieures de protection contre la foudre : Tous les ans par un technicien compétent (EL 19) fait par apave en date du 24/07/2023
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) Non effectuée en date du
- Ascenseurs Monte-charges : Tous les ans (AS 11) fait par apave en date du 19/01/2023
- Ascenseurs Monte-charges : RVRE quinquennal des ascenseurs (AS 9) fait par apave en date du 21/01/2020
- Appareils de cuisson : Relevé de vérification des appareils de cuisson (GC 22) fait en date du 31/03/2023
- Hotte : Attestation de nettoyage du circuit d'extraction (GC 21) fait par technivap en date du 06/07/2023
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) fait par SSI service en date du 21/09/2023
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) fait par APAVE en date du 31/01/2023
- RIA : Relevé de vérification des R.I.A. (MS 73) fait par chubb sicli en date du 29/09/2023
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) fait par sicli chubb en date du 29/09/2023
- Formation Exercice : Exercice d'évacuation réalisé en théorie fait en interne en date du 12/02/2024
- Formation Exercice : Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours en théorie fait en interne en date du 12/02/2024
- Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33) fait par air product SAS en date du 29/06/2023
- Climatisation fait par dalkia en date du 05/07/2023

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Absence de désenfumage mécanique dans les circulations du bâtiment E. (Locaux à sommeil)
Observations des bureaux de contrôle concernant le désenfumage mécanique, le SSI, les installations électriques.

Les portes CF du compartimentage, lors des essais, ne se ferment pas complètement.

Une détection incendie est réalisée, bonne et rapide réaction du personnel.

Les issues de secours sont en bon état de fonctionnement.

Le désenfumage des escaliers est en bon état de fonctionnement.

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité insuffisant.

Il s'agit d'un établissement étendu et ancien. Il est constitué de multiples bâtiments attenants les uns aux autres. Ces bâtiments ont été liés entre eux par des circulations créant des paliers de passage du fait des différences de niveau des planchers. Cette configuration particulière rend la compréhension de l'ensemble complexe et l'orientation dans les circulations ardues.

Des résidents ont été transférés dans d'autres structures.

Toutefois, au vu de l'absence de désenfumage mécanique dans les circulations du bâtiment E, où se trouvent des résidents avec locaux à sommeil sur deux étages, le niveau de sécurité pour l'accueil de personnes âgées dépendantes dans cet établissement est insuffisant.

En cas d'incendie, dans ces circulations, des fumées importantes empêcheraient le personnel de procéder à un transfert horizontal des patients, pour les mettre en sécurité.

De plus, ces fumées épaisses généreront considérablement l'évolution des sapeurs-pompiers, elles seraient propagatrices de l'incendie et pourraient causer des dégâts irréversibles sur le plan humain.

Les obligations réglementaires concernant le désenfumage mécanique, dans les circulations horizontales, des niveaux comportant des locaux à sommeil, doivent être respectées.

Un échéancier de travaux a été présenté, ce jour, à la commission de sécurité.

Il est cohérent pour l'avenir et ainsi, satisfaire au règlement de sécurité incendie, ce qui n'est pas encore le cas, aujourd'hui.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **Défavorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Défavorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **février 2025**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

1 **S'assurer** que toutes les circulations des niveaux comportant des locaux à sommeil, les circulations horizontales communes, quelle que soit leur longueur, soient désenfumées mécaniquement (art U 26)

2 **Lever** toutes les observations portées sur le contrôle triennal du SSI réalisé par l'organisme agréé (art MS 68)

3 **Réaliser** les travaux relatifs aux observations mentionnées dans les rapports de vérification des installations électriques (art. EL 19).

4 **Réaliser** les travaux relatifs aux observations mentionnées dans les rapports de vérification du désenfumage mécanique (art. DF 10).

5 **S'assurer** que les portes CF asservies au SSI se ferment complètement, afin d'assurer un compartimentage efficace (art MS 68)

6 **S'assurer** de la continuité de la formation pratique du personnel, sur l'utilisation des moyens de secours et l'évacuation du public en cas d'incendie (MS 48 et 46)

7 **Supprimer** les prises multiples (art EL 11 § 7)

8• **Remettre** en état les blocs autonomes de sécurité défaillants (art EC 13

9• **Remettre** en place les dalles de faux-plafond manquantes ou détériorées dans les différents locaux. (art AM 4),

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Rappels réglementaires

- **N° 1 – N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **N° 2 – Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (art. DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58) ;
- Ventilation : tous les ans (art. CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (art. GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
- Ascenseurs : tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (Avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (art. AS 9) ;
- Gaz médicaux : tous les ans,
- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA : tous les ans,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (art. MS 58),
 - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68) ;
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. MS 73) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;

- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Villeneuve sur Yonne, le 15 Février 2024

Le Président de la commission,

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Jean-Jacques VIAZZO